



Texte de la conférence de presse

28 avril 2014

LA FÉDÉRATION SUISSE DU TOURISME DIT «NON» À L'INITIATIVE SUR LES SALAIRES MINIMUMS

La Fédération suisse du tourisme FST rejette l'initiative sur les salaires minimums. Une approbation de cette initiative porterait préjudice au tourisme et à l'ensemble de l'économie. Un «oui» prononcé le 18 mai mettrait en péril les emplois, la haute qualité prônée dans notre pays ainsi que la compétitivité des entreprises. Pour moi, il est évident que pour assurer le bon état de marche de notre économie, il n'existe qu'un seul résultat possible à la votation: un «non» franc et massif!

NE PAS METTRE EN PÉRIL LA COMPÉTITIVITÉ

Jusqu'à présent, ce sont principalement les entreprises et les partenaires sociaux qui, en Suisse, négocient les salaires et les conditions de travail. Ce système permet de prendre en considération la situation et l'évolution des secteurs et des entreprises. Cette base permet également de réagir en souplesse aux fluctuations économiques et à maîtriser ainsi les phases critiques. Par ailleurs, cette capacité d'adaptation donne aux entreprises la force de se rétablir plus rapidement après les périodes de récession. Grâce à la possibilité d'ajuster les salaires aux conditions économiques, la flexibilité du marché de l'emploi est un facteur de réussite essentiel pour notre système économique. De nos jours encore, la Suisse compte parmi les pays les plus compétitifs du monde.

Une approbation de l'initiative entraînerait non seulement un bouleversement dans la fixation libérale et efficace des salaires et dans la forte cohésion des partenariats sociaux volontaires, mais ankyloserait considérablement un système économique compétitif face aux évolutions du marché.

Selon le rapport 2010 sur les bas salaires du SECO, la Suisse – comparée à l'international – se distingue par une forte participation au marché du travail et un faible taux de chômage. De même, la Suisse fait partie des pays qui compte le moins d'emplois à bas salaire. Même en tenant compte des différences de pouvoir d'achat et de niveaux de prix, le salaire minimum est de 40 % plus élevé qu'en France et de plus de 50 % plus élevé par rapport aux Pays-Bas et à l'Allemagne. Et en Autriche, le salaire minimum est inférieur à la moitié de celui de la Suisse.

LA CCNT ENCOURAGE LE PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL

Au cours des quinze dernières années, les entreprises d'hôtellerie-restauration ont progressivement aligné les salaires minimums des employés non qualifiés ou peu qualifiés sur les salaires moyens de la branche. En considérant l'ensemble de la structure des salaires de la branche, il s'agit là – et de loin – de la plus forte augmentation de salaires des dernières années. Comparativement aux autres branches, la CCNT propose aussi et notamment un système de formation et de perfectionnement professionnel, qui permet aux employé(e)s touchant des salaires minimums de se perfectionner sur le plan professionnel et d'améliorer leur situation salariale.

DES RÉPERCUSSIONS NÉGATIVES EN CAS D'APPROBATION DE L'INITIATIVE

Le point fort du système actuel réside dans la possibilité de réagir en souplesse aux évolutions de la conjoncture économique du marché. La crise économique a atteint plus gravement le tourisme que d'autres branches. Le tourisme est en effet confronté à des coûts structurels élevés, auxquels s'ajoutent la force du franc suisse et la grande incertitude qui règne dans les pays de l'Union Européenne. Le secteur du tourisme n'a que peu de possibilités de réagir aux tensions conjoncturelles. Une certaine flexibilité dans les salaires est donc cruciale pour la survie des entreprises touristiques.

Si l'on rémunérait les employé(e)s non qualifié(e)s ou peu qualifié(e)s à 4000 francs, tous les autres salaires des personnes formées devraient augmenter en proportion. Une telle augmentation des salaires ne pourrait guère être endurée par nombre d'entreprises. Les emplois et la stabilité au sein des entreprises seraient mis en péril, et la qualité des services envers les clients s'en trouverait également altérée.

Il est à craindre que ce phénomène entraîne une importante perte d'emplois, notamment dans les régions qui vivent principalement du tourisme. La préservation des emplois dans les régions montagneuses est intimement liée à la diversité de l'offre touristique. Le maintien d'une vaste offre touristique est donc essentiel pour la Suisse.

Toutes ces constatations mènent à une évidence: pour préserver la santé de l'économie touristique de notre pays, il est indispensable que nous options pour le «non» le 18 mai prochain. Aidez-nous!

PARTENARIAT. POLITIQUE. QUALITÉ.